



La Lettre de l'Adac

n°61-62 – janvier 2024

Editorial

En 2023, l'Adac a pratiquement repris le cours normal de son fonctionnement. Nous y sommes parvenus grâce à une situation sanitaire bien améliorée, même s'il convient de rester prudents, et aussi grâce à un bureau qui s'est renforcé en début d'année avec l'arrivée de jeunes retraités. Les activités de sorties et conférences ont retrouvé leur rythme habituel. Le site est fonctionnel et nos supports d'informations, comme en témoigne cette lettre, sont régulièrement diffusés. Nous avons même pu organiser en novembre une journée particulière, conviviale et divertissante, appelée « Automnale » ouverte à tous les anciens (adhérents et non adhérents) qui a donné satisfaction aux participants. A cette occasion, l'anniversaire des 20 ans de l'Adac a pu être célébré. Moins lourde à préparer qu'une Journée des anciens, cette manifestation est prévue d'être de nouveau programmée en fin de cette année 2024 que nous vous souhaitons, tardivement mais sincèrement, la meilleure possible.

Dans l'immédiat, vous avez vu qu'elle commençait par une sollicitation de notre part d'entreprendre auprès du Cirad une demande de remise de vos données personnelles. La mise en place du Règlement général sur la protection des données (RGPD) ne permet plus à l'Adac d'avoir accès, comme auparavant, aux CV d'agents et aux reconstitutions de carrière pour la rédaction des hommages. Comme annoncé dans le précédent éditorial, le Cirad doit par ailleurs les détruire cinq ans après le départ des agents. Dans ces conditions, vous comprenez la sollicitation que nous vous avons faites et qui doit nous permettre, avec votre concours, de continuer à jouer notre rôle de préservation de la mémoire des hommes et femmes qui ont fait l'histoire des instituts et du Cirad. Nous aurons la possibilité d'en parler à notre prochaine AG qui se tiendra le 5 mars. Nous espérons que vous pourrez venir à cette réunion qui n'a pas pour seul but d'être informative mais qui doit aussi participer à l'entretien des liens amicaux que nous avons pu tisser entre nous dans notre vie professionnelle.

Le président

Jacques Chantereau

Date à retenir

5 mars 2024 : assemblée générale de l'Adac au restaurant Les Coulondrines, à Saint-Gély-du-Fesc

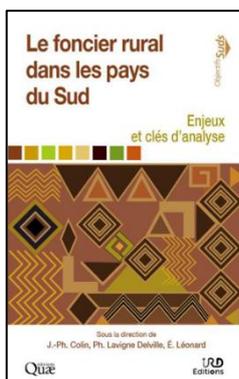
Conférence *Le foncier rural dans les pays du Sud. Enjeux et clés d'analyse*

Le 20 septembre 2023, s'est tenue, à l'initiative de l'Adac, à l'amphithéâtre J. Alliot, une conférence de Philippe Lavigne Delville et Éric Léonard de l'IRD : *Le foncier rural dans les pays du Sud – Enjeux et clés d'analyse*.

Une trentaine de personnes ont suivi la conférence dont un certain nombre d'étudiants. Les conférenciers nous ont fait part de leur longue expérience professionnelle et de celles de leurs collègues dans le domaine du foncier des pays du Sud. Ils viennent d'en tirer un ouvrage portant le même titre que la conférence, ouvrage codirigé avec Jean-Philippe Colin et dont la rédaction leur a demandé une dizaine d'années. Le livre est destiné aux acteurs du développement rural.

A partir de nombreux cas concernant divers pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et d'Océanie, les auteurs donnent des clés d'analyse pour une prise en compte des questions foncières dans les projets agricoles. Quelle que soit l'échelle considérée, les difficultés ne manquent pas et les discussions qui ont suivi la présentation de l'ouvrage, nous les ont illustrées :

- D'abord au niveau étatique où, dans le domaine foncier, la coexistence des droits coutumiers non formalisés avec le droit de propriété étatique calqué sur notre notion de propriété privée, génère des tensions latentes pouvant déboucher sur des conflits politiques voir armés.



- Au niveau des communautés rurales entre acteurs qui ont à partager des espaces et des ressources communes.
 - Au niveau des familles dans leur dimension intergénérationnelle et entre hommes et femmes.
- La difficulté en ce qui concerne les droits coutumiers attachés aux sols est qu'ils sont à définir pour une grande diversité d'interventions (accès, mise en culture, utilisation des arbres, creusement de puits...) avec des bénéficiaires tout aussi différents (agriculteurs, cueilleurs, éleveurs, hommes, femmes, investisseurs...). Ils peuvent aussi avoir une temporalité saisonnière comme le droit d'accès pour les troupeaux.

Un aspect intéressant de la conférence a été de montrer l'évolution historique du traitement des questions foncières dans les pays du Sud. L'époque coloniale ne s'est pas embarrassée des droits coutumiers pour la mise en place d'infrastructures urbaines, de voies de communication ou d'aménagements hydro-agricoles. Après les indépendances, les Etats ont poursuivi un temps sur cette lancée. Cependant, compte tenu de leur désengagement dans le domaine rural, les Etats du Sud n'ont plus eu ni la volonté ni les moyens de mettre en œuvre une politique de développement agricole propre. Il leur reste comme rare moyen d'action, la délivrance, à long terme, de concessions de terres à des grandes compagnies internationales, notamment chinoises. C'est une façon, pour les États, d'aménager de vastes espaces parfois aux dépens des populations locales.



Les conférenciers nous ont donc fait découvrir la complexité du droit rural dans les pays du Sud. Ils nous ont aussi fait prendre conscience que la plupart d'entre nous étions peu sensibilisés à cette question au cours de notre carrière.

Au terme de leur présentation, les conférenciers ont pu vendre et dédicacer leur ouvrage aux personnes intéressées.

Une journée instructive « au Charbon » dans le sud des Cévennes

Notre sortie du 26 septembre 2023 était dédiée à l'énergie fossile avec au programme, le matin, la visite d'une mine de charbon, et l'après-midi, un voyage dans le train à vapeur des Cévennes. A cette fin, nous étions 23, au parking de la Maison de la détection, à monter en car à destination de la Grand'Combe, près d'Alès, située au sud des Cévennes. Nous y avons découvert la « Maison du mineur » et les installations de la mine du Puits Richard. Le site matérialise l'activité d'extraction du charbon qui, durant la fin du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, a joué un rôle important dans tout le sud du Massif central.



La visite de la Maison du mineur s'est faite sous la conduite d'un fort sympathique et passionné guide, enfant du pays, pour qui la mine n'avait pas de secret. Il a pu nous replonger dans l'ambiance de travail des ouvriers car le lieu a conservé les salles de douche et la « salle des pendus » qui leur permettaient d'accrocher en hauteur leurs habits. Le guide nous a fait aussi connaître la grande activité du site d'avant la guerre de 39-45, où plus de 5000 personnes travaillaient : 2500 en surface et 2500 dans les puits, jour et nuit sauf le dimanche, et toute l'année par roulement journalier de trois équipes. Les conditions de travail étaient dures. Les mineurs étaient payés à la tâche. Ils étaient souvent victimes de la silicose causée par les poussières de l'extraction minière. Il y avait aussi les problèmes liés au bleuissement de la

peau dû à la pénétration du charbon sous l'épiderme et enfin il y avait les accidents. En 1938, l'un d'entre eux a marqué les esprits avec la chute d'un ascenseur de la mine. Deux cadres y ont perdu la vie. Le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd car chaque plateforme élévatrice pouvait prendre 60 personnes. Nous en avons découvert la structure portée par une tour métallique avec, à sa base, d'énormes machines pour tracter les câbles de l'ascenseur. Celui-ci descendait jusqu'à 800 m de profondeur à la vitesse de 35 km/h. En raison des risques et des singularités de leur métier, les ouvriers avaient le sentiment d'une élite ouvrière solidaire œuvrant à une activité économique utile au pays. A lui seul, le Puits Richard produisait annuellement, avant-guerre, un million de tonnes de charbon, soit le 50^e de la production nationale. Quand le site a fermé, en 1978, ce qui faisait l'identité de la Grand'Combe et, plus largement, celle du bassin minier d'Alès, a disparu pour ne survivre qu'à l'état de nostalgiques souvenirs.

Au terme de cette impressionnante et émouvante visite, nous sommes partis déjeuner dans un agréable et savoureux restaurant, l'*Auberge du Fraissinet*, caché dans un cadre verdoyant au bord du Gardon d'Alès. Puis, nous avons pris la route en car afin de gagner Saint-Jean-du-Gard où le train à charbon des Cévennes devait nous conduire jusqu'à Anduze.



Nous nous attendions à un déplacement aux charmes d'antan dans les fumées et les escarilles de la locomotive. Nous n'avons eu droit qu'à un train tracté par une machine diesel malodorante aux effluves de gasoil. Néanmoins les banquettes du wagon étaient bien en bois et le paysage des Gorges du Verdon s'est fait apprécier à vitesse réduite sous un beau soleil automnal.



Une fois à Anduze, il nous restait à rentrer à Montpellier, ce que nous avons fait avec le sentiment d'avoir eu une belle journée instructive, comme toujours, bien organisée par Nicole.

Beaucoup plus d'informations et de photos de cette sortie sont données dans le diaporama que Robert Oliver a produit et qui est accessible sur le site de l'Adac [en cliquant ici](#).

Automnale du 9 novembre 2023 : 20 ans de l'Adac

Le 12 juin 2003, à l'initiative de Jean Claude Keslacy, l'Adac, l'Amicale des anciens du Cirad, était créée et tenait à Montpellier sa première réunion.



En 2013, les 10 ans de l'association avaient été fêtés. Il a paru important au bureau de l'Adac de célébrer ses 20 ans en 2023. Il avait été prévu de le faire le 13 juin, mais le format de l'évènement et la date avaient modérément séduit. Aussi, nous avons proposé de partir sur une nouvelle idée d'« Automnale » qui, chaque année, en automne, serait l'occasion de se retrouver entre adhérents de l'Adac, mais aussi anciens du Cirad, pour une manifestation festive et conviviale.

Pour cette première en 2023, il a été convenu de mettre l'accent sur les vingt ans de l'amicale, mais aussi d'avoir l'animation d'un magicien, M. Michel Daix, et d'organiser des jeux (dictée collective et quiz). La date retenue pour cette journée a été le 9 novembre aux Coulondrines à Saint-Gély-du-Fesc.

Ainsi, nous nous sommes retrouvés une cinquantaine pour cette journée festive, certains arrivant de loin. Après un café d'accueil, la parole a été donnée en salle de réunion aux trois présidents qui depuis 20 ans se sont succédé à la tête de l'association. La liaison avec Jean-Claude Keslacy qui n'avait pas pu venir depuis sa maison du Morvan, a pu être établie correctement par Skype. Ce fut l'occasion pour chacun d'eux de rappeler des moments de l'histoire de l'Adac sous leur présidence. Ces interventions terminées, un diaporama a illustré les vingt ans de l'association en rappelant de bons évènements collectifs mais aussi de retrouver plus émotionnellement des camarades disparus. La matinée s'est achevée par une exhibition de mentalisme (manipulation mentale) du magicien qui a bien étonné et plu. Un cocktail a suivi, agrémenté par le magicien qui allait d'un groupe à un autre pour faire des tours puis nous sommes passés au repas qui a été apprécié de tous.

Une après-midi bien remplie nous attendait avec un programme initialement trop chargé. Au soulagement de tous, nous avons supprimé la dictée. Nous avons cependant pu alterner des séances de prestidigitation qui ont impliqué des spectateurs et des séances de quiz qui ont permis à chacun de tester ses connaissances.

La journée s'est achevée par une remise de prix à des participants qui se sont distingués lors de cette journée. Avant de partir, la parole a été donnée à l'assemblée pour des remarques et propositions. Nous nous sommes séparés vers 17 heures avec le plaisir d'avoir eu des retrouvailles amicales et divertissantes.

La satisfaction des participants incite le conseil d'administration à organiser une nouvelle « automnale » en 2024.



Quoi de neuf au Cirad ?

Écoute les voix du monde : découvrez le dernier livre de Jacques Tassin

L'écologue-écrivain Jacques Tassin signe une nouvelle déclaration d'amour à la nature. En tendant une oreille attentive au monde, il nous invite à renouveler l'attention que nous lui portons, pour mieux nous relier et en prendre soin.

L'auteur est parti du constat que l'écologie se révèle impuissante à enrayer la dégradation des conditions d'existence du vivant. Il a considéré l'hypothèse selon laquelle cette écologie est trop mécaniste et trop froide, trop conceptuelle pour nous toucher et infléchir nos comportements. Il s'est donc lancé dans une quête documentaire sur les ressorts d'une approche plus sensible du monde vivant, qui engage non plus seulement notre cerveau mais notre corps tout entier. La médecine, par exemple, a énormément progressé dans ce sens en cessant de moquer les approches sensibles d'un corps. L'écologie gagnerait à en faire de même à l'égard de nos rapports à notre environnement, en s'abstenant de dénigrer, sous faux-prétexte de rigueur, la part sensible prédominante du vivant. Jacques Tassin a ensuite écrit *Écoute les voix du monde*, sorte de « version acoustique » du livre précédent.

Un nouveau cap franchi pour le dynamique réseau CMBP

Avec plus de 65 membres, le réseau CMBP (Common Microbial Biotechnology Platform) continue son développement en mobilisant toujours plus d'acteurs de la région Asie-Pacifique. Cofondateur du CMBP via l'UMR Eco&Sols, le Cirad est un acteur essentiel de cette réussite autour de la promotion de l'agroécologie et l'amélioration de la santé des sols. Ce réseau possède et gère à Hanoï une plateforme de microbiologie des sols, dispositif partenarial unique en son genre.

Développer les pratiques agroécologiques et l'utilisation de biotechnologies microbiologiques pour améliorer la santé des sols et rendre durable la production agricole... telle est l'ambition du réseau CMBP. Le Cirad a été l'un de ses membres fondateurs en 2019 aux côtés de l'Alliance Bioversity international – CIAT (Vietnam), de l'Agricultural Genetic Institute (Vietnam) et de Deakin University (Australie). Didier Lesueur, microbiologiste des sols au Cirad, en assure la coordination.

Le CMBP promeut l'agroécologie à travers des projets de recherche, des séminaires, des cours universitaires ou des formations pratiques. Concept clé : le « *capacity building* », à comprendre comme un processus de construction et renforcement de compétences individuelles et collectives au niveau national et régional. C'est l'une des finalités de la plateforme technique en microbiologie des sols basée à Hanoï.

Le Cirad au grand Salon de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest

Avec 6 500 professionnels et plus de 300 000 visiteurs, le Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara) constitue une vitrine du savoir-faire agricole, de l'élevage et de la pêche ivoiriens.

Le Cirad a frappé fort cette année au Sara à Abidjan (Côte d'Ivoire), du 29 septembre au 8 octobre 2023. Avec comme impact une meilleure connaissance et visibilité de cette science utile en faveur d'une agriculture durable que forge le Cirad dans cette région d'Afrique.

Pour un Giec dédié One Health ?

Renforcer la gouvernance mondiale de la santé en poursuivant l'institutionnalisation de la démarche *One Health*, tel est le propos d'une publication coordonnée par le Cirad et l'Institut de médecine tropicale dans la revue médicale *Lancet Global Health*. Objectif visé : améliorer la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies.

Meilleure gouvernance mondiale en matière de prévention, préparation et réponse aux pandémies... la pandémie de Covid-19 a mis en évidence la nécessité d'une approche *One Health* au niveau mondial pour penser ensemble santé humaine, santé animale et environnement.

Dans un article publié dans le *Lancet Global Health*, une équipe de chercheurs évalue les avantages et les inconvénients de la création d'un Panel intergouvernemental pour une approche *One Health*, dont l'acronyme issu de l'anglais serait IPOH. Alexandre Hobeika, chercheur en sciences politiques au Cirad, y explique qu'une telle structure regrouperait un réseau mondial de scientifiques, qui produirait des synthèses des connaissances et évaluerait les pistes d'action. Pour limiter les risques à l'avenir, les auteurs insistent sur la nécessité de renforcer la prévention, la résilience des systèmes socio-économiques, et l'équité entre populations.

Cette publication coordonnée par le Cirad et l'Institut de médecine tropicale, avec la participation de l'IRD, est en libre accès sur le site de *Lancet Global Health*.

Une nouvelle étape pour le projet SWM au Gabon

Lancé en 2019, le SWM ((Sustainable Wildliver management), programme mené au Gabon, promeut une gestion durable de la chasse villageoise et du commerce local de viande de brousse, tout en augmentant l'offre en protéines alternatives. Le projet coordonné par le Cirad est entré dans sa phase 2 cet été. L'objectif des cinq prochaines années est d'abord de continuer l'accompagnement des communautés partenaires vers l'obtention de droits formels sur la faune de leurs territoires ancestraux. Depuis la phase 1, le Cirad les aide à s'organiser en associations et à établir des plans de chasse par exemple. Cette étape leur a permis d'obtenir le statut de forêt communautaire ou la reconnaissance des plans de chasse, notamment dans les cas où les concessions d'exploitants forestiers se superposent avec des territoires communautaires de chasse.

Cette seconde phase, vise au développement d'une filière de proximité de viandes sauvages légales, durables et saines. Les viandes issues des communautés ayant un plan de gestion pourront être traçables jusqu'au consommateur. Pour assurer un revenu pérenne aux communautés, la mise en place des partenariats avec des restauratrices et des industriels est prévue. Cette phase verra la poursuite des réformes légales entamées en fin de phase 1, et la mise en place par l'administration d'une stratégie nationale sur la chasse et la commercialisation

du gibier. L'ambition de la phase 2 de SWM est de mettre à l'échelle les solutions développées dans le département de Mulundu, dans le pays et au-delà. Des partenariats techniques avec d'autres sites SWM au Congo et au Cameroun vont certainement voir le jour pour enrichir l'expérience acquise au Gabon.

30 ans de partenariats au Vietnam

1993-2023 : cette année le Cirad fête 30 ans de partenariat et coopération avec le Vietnam. L'occasion de plusieurs moments forts organisés du 25 au 28 septembre.

Elisabeth Claverie de Saint Martin, PDG, Sélim Louafi, DGDRS adjoint, et Jean-Paul Laclau, directeur du département Persyst, sont venus participer à plusieurs événements organisés pour les 30 ans du Cirad au Vietnam. Point culminant de cette semaine de célébration : une journée scientifique *One Health* organisée par le dP Grease. Focalisée sur la santé des plantes, des sols et de l'environnement, elle a confirmé une dynamique partenariale forte et un vif intérêt dans ce domaine au Vietnam.

La PDG du Cirad a signé le renouvellement d'accords-cadres avec deux partenaires historiques du Cirad au Vietnam : le ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural (Mard) et l'Académie vietnamienne des sciences agronomiques (Vaas).

Deux rencontres avec la délégation de l'Union européenne et avec la FAO ont permis d'échanger sur le contexte agricole vietnamien, les projets en cours ou à venir, les collaborations potentielles.

La semaine s'est achevée au Laos pour une partie de la délégation Cirad. Le Cirad assure une assistance technique et scientifique sur les sujets d'agroforesterie, diversification des revenus, recherche, éducation et formation au sein de ce partenariat entre le ministère laotien de l'Agriculture et des Forêts et l'AFD.

Sénégal : face aux acquisitions de terres agricoles, le défi des observatoires fonciers

Evaluer les dispositifs d'observation des dynamiques foncières au Sénégal et fournir à leurs acteurs des outils pour en améliorer l'impact : c'est le travail mené par le Cirad et ses partenaires sénégalais depuis plusieurs années.

Dans un contexte de marchandisation croissante des terres arables, la recherche entreprend de documenter les acquisitions foncières et leurs conséquences socio-économiques et environnementales. Plusieurs collectifs et ministères s'appuient sur des dispositifs de type observatoire pour mesurer l'impact de projets et orientations politiques sur les espaces ruraux. Dans ce cadre, le Cirad accompagne un réseau de partenaires, dont l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), pour acquérir et traiter des données sur les investissements fonciers à grande échelle, contribuant ainsi au débat public.

En observant notamment les changements dans la dynamique spatiale et temporelle du couvert végétal (anthropisé, cultivé, herbacé, ligneux, etc.) via l'utilisation d'images satellite, l'équipe de télédétection du Cirad développe des logiciels libres pour la détection et la cartographie des changements associés aux acquisitions de terre à grande échelle (ex. agro-industries, mines). Ces outils devraient faciliter le travail de recensement et de mise à jour des bases de données sur les transactions foncières.

En partenariat avec l'Observatoire national de la gouvernance foncière au Sénégal, trois catégories principales d'acteurs sont identifiées dans les acquisitions foncières : la paysannerie sénégalaise, qui cultive de manière traditionnelle des terres acquises par héritage, les élites religieuses, politiques ou économiques locales, lesquelles commencent à s'intéresser aux cultures spéculatives rizicoles ou horticoles et, enfin, les investisseurs étrangers qui cumulent plus d'impacts par la conversion d'espaces arborés, de zones de parcours et d'espaces pastoraux en terres agricoles et ses dommages sur la biodiversité, le climat et les moyens d'existence des communautés locales. Depuis la fin des années 2000, la ruée vers la terre par les investisseurs étrangers a laissé beaucoup de petits paysans sénégalais au bord du chemin. Dans un pays où l'agriculture, premier secteur d'emploi, mobilise près de 70 % de la main d'œuvre nationale mais contribue faiblement au PIB, l'État voit d'un bon œil l'arrivée d'investisseurs privés comme des agro-industries, pour favoriser le développement économique. Côté société civile, le sentiment d'accaparement grandit, d'autant plus que certains investissements sont destinés à assurer la sécurité alimentaire de pays, comme l'Arabie Saoudite, moins bien dotés en ressources et en main-d'œuvre compétitive.

Une convention inédite entre la ville, la métropole de Montpellier et les instituts de recherche

Une convention inédite de partenariat Écologie de la santé 2023-2030 pour prendre en compte les approches intégrées de la santé, en particulier l'approche *One Health* ou santé globale, a été signée le 25 octobre 2023 par la ville, la métropole de Montpellier et les instituts de recherche du territoire. La cérémonie de signature était accueillie au Cirad.

Cette convention s'articule autour de neuf axes :

- accélérer le transfert de la recherche sur l'exposome pour mieux connaître et donc mieux prévenir les maladies liées aux atteintes à l'environnement,
- étudier la résilience écologique des écosystèmes pour mieux comprendre et prévenir l'appauvrissement des milieux et les facteurs d'émergence des maladies infectieuses et des zoonoses,
- surveiller l'écologie et l'évolution des hôtes et des réservoirs, des vecteurs comme des agents pathogènes pour en évaluer les risques et élaborer des stratégies de prévention, de surveillance et de contrôle,
- évaluer les liens entre les pratiques de gestion, de conception et d'aménagement en matière de (re)végétalisation des villes ou d'évolution des pratiques agroécologiques périurbaines et les risques vectoriels,
- expérimenter de nouveaux outils et stratégies pour s'inscrire dans une logique de gestion durable et intégrée des vecteurs et du risque vectoriel à l'échelle du territoire,
- évaluer, surveiller et prévenir les impacts sanitaires des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts, des espèces non indigènes, des espèces exotiques envahissantes et des espèces pathogènes pour les végétaux par des méthodes compatibles avec la préservation de l'environnement,

- inventories, valoriser, partager les outils de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs et des publics pour améliorer les représentations de la santé environnementale et la prévention des risques liés à l'environnement et à l'appauvrissement de biodiversité,
- accélérer l'apport des sciences sociales en santé environnementale au sein des projets de recherche en science ouverte et science participative et en lien avec les initiatives des laboratoires invitant citoyens, habitants et usagers à être acteurs dans la recherche, l'innovation et le changement des pratiques,
- proposer des mesures concrètes à la ville et à la métropole de Montpellier pour l'évolution des cadres légaux d'urbanisation, de citoyenneté et de gestion de l'environnement urbain.

Lancement de la chaire Unesco IDBio dédiée aux produits biosourcés

Projet novateur de collaboration franco-africaine dédié au développement durable associant enseignement supérieur, recherche, innovation, transfert et entrepreneuriat, la chaire Unesco IDBio (ingénierie durable des produits biosourcés) a été inaugurée à l'automne dernier. Ce partenariat ambitieux vise à mettre en place des actions collaboratives de formation initiale et de formation par la recherche dans le domaine de la (bio)transformation de ressources renouvelables et de déchets.

Parmi 6 universités de 6 pays africains et 7 institutions françaises d'enseignement supérieur et de recherche, le Cirad est un partenaire clé du consortium qui a abouti à la création de la chaire Unesco IDBio. Les principaux objectifs d'IDBio sont :

- la création de nouveaux cursus de formation, avec des modules courts de niveau licence 3, théoriques et pratiques, pour un public d'étudiants et de professionnels et un parcours de Master professionnalisant ;
- la formation par la recherche soutenue par des allocations doctorales et des mobilités intra-Afrique et Afrique-France ;
- l'équipement d'une halle technologique au Sénégal dédiée aux travaux pratiques pour la formation initiale et continue ainsi qu'à la R&D et aux activités de prestation, transfert de technologie, innovation, etc.

Par la proximité de ses sujets de recherches, l'UR BioWooEB a été fortement mobilisée pour contribuer au montage de cette chaire mais d'autres unités pourraient également être amenées à collaborer.

Les partenaires d'IDBio, porté par l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse

En Afrique : Université Gaston Berger, Saint Louis, Sénégal ; Université d'Abomey-Calavi, Cotonou, Bénin ; Université de Lomé, Togo ; Université Joseph Ki Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso ; Université d'Antananarivo, Madagascar ; INP-Houphouët-Boigny, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire.

En France : INSA de Toulouse ; Toulouse Institut National Polytechnique ; Institut Mines-Telecom Albi ; Institut Agro Montpellier ; Cirad ; CNRS ; Inrae ; Centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie ; Catar Biotechnologies et GPTE ; Plateformes AgromatGala et Valthera.

Signature d'un protocole d'entente à Brazzaville, l'action du Cirad reconnue

La direction du Cirad était à Brazzaville pour assister à la signature d'un protocole d'entente entre la France et le Congo. Le Cirad obtient ainsi un statut reconnu et de multiples facilités pour développer son activité au Congo, tout particulièrement son appui au Programme d'utilisation durable des terres (PUDT). Pendant cinq ans, le Cirad accompagnera le Congo dans ce processus d'aménagement du territoire.

C'est une nouvelle étape dans la poursuite des missions du Cirad au Congo. Le Cirad au Congo jouit dorénavant d'une personnalité morale et d'une capacité juridique nécessaires à l'accomplissement de ses missions sur le territoire de la République congolaise. Il bénéficie notamment de dispositions institutionnelles, juridiques et fiscales, et d'une représentation officielle, indispensables au bon développement de projets qu'il initie avec les partenaires congolais ou qu'il appuie tel que le PUDT.

BioStar : quand bioénergies et agroalimentaire font bon ménage

En Afrique de l'Ouest, le projet BioStar transforme les défis en opportunités : substituer une énergie fossile polluante par une énergie renouvelable, à partir de résidus agroalimentaires. Une initiative vertueuse du projet BioStar, porté par des organismes de recherche africains et européens, qui propulse les petites entreprises vers des horizons durables.

AgroBurkina : En juillet dernier, AgroBurkina, une PME spécialisée dans le séchage de mangues, mettait en service un séchoir novateur alimenté par la combustion de coques de noix de cajou. Première, parmi les 16 PME qui participent au projet, à utiliser avec succès un tel équipement.

En développant des solutions de bioénergie durables adaptées aux besoins spécifiques des entreprises rurales du Sénégal et du Burkina Faso, le projet BioStar offre les conditions favorables au développement d'une véritable filière bioénergie.

Amazonie brésilienne un autre regard : le documentaire récompensé

Le documentaire *Amazonie brésilienne, un autre regard*, coproduit par le Cirad, est à l'honneur des festivals d'automne. Le festival Festifrance lui a attribué le Prix du meilleur film documentaire, remis ce 29 novembre à la Maison de l'Amérique latine à Paris. Ce festival a pour objectif de faire connaître le cinéma indépendant francophone au Brésil.

C'est également ce 29 novembre que le film a été projeté en séance d'ouverture du festival Sud de Sciences, à Clapiers. L'occasion d'un moment d'échange avec les chercheuses du Cirad Nathalie Cialdella et Marie-Gabrielle Piketty, autrices et actrices du film.

Le film documentaire *Amazonie brésilienne, un autre regard* propose un éclairage sur trois territoires très différents. Aux côtés d'équipes de recherches, il montre comment les populations locales perçoivent et transforment leurs

problèmes dans cette partie du monde. Il présente des territoires porteurs de solutions pour l'Amazonie brésilienne de demain.

COP28 – Une multiplication d'initiatives en faveur de l'agriculture et de l'alimentation, mais des négociations à petits pas

Le Cirad a participé à la COP28 avec son statut d'observateur à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. À ce titre, il a organisé plusieurs événements parallèles aux négociations officielles et participé indirectement aux négociations.

La 28^e COP (Conférence des parties) s'est terminée le 13 décembre au petit matin. Deux cents pays se sont accordés sur une transition hors des énergies fossiles. C'est une progression significative dans l'évolution de l'agenda climatique, puisque la réduction des recours aux énergies fossiles est un enjeu incontournable pour limiter la hausse des températures.

Le 10 décembre était le jour de la COP28 consacré au thème « Alimentation, agriculture et eau ». La déclaration officielle « on sustainable agriculture, resilient food systems, and climate action » a été signée par 152 pays (sur les 197).

Focus sur 4 thèmes phares portés par le Cirad à cette COP

- La santé, pour la première fois dans une COP Climat

C'est la première fois que la thématique de la santé est abordée dans une COP Climat. Un événement parallèle dans le cadre de l'initiative PREZODE dans le Pavillon France a donné lieu à une déclaration appelant à construire collectivement des écosystèmes *One Health* résilients.

- Préservation des forêts tropicales

Le 9 décembre était la journée consacrée au thème « Nature, utilisation des sols, océans ». Le Science Panel for Amazon a présenté ses notes d'orientation à l'attention des décideurs. L'une d'entre elles propose 7 recommandations pour une gestion forestière durable alliant production de bois et restauration des paysages.

La diplomatie française a présenté deux initiatives pour aider les pays à protéger leurs ressources de carbone et de biodiversité.

- Santé des sols et stockage de carbone

Le Cirad a coorganisé plusieurs événements parallèles sur ces thématiques en lien avec l'IRD et l'initiative 4p1000 dans le Pavillon France, sur celui de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et celui de la Francophonie.

- Bilan carbone des systèmes pastoraux d'élevage

L'équipe du projet CaSSECS (Séquestration de carbone et émission de gaz à effet de serre dans les écosystèmes (agro)sylvopastoraux des Etats sahéliens) était à la COP28 pour souligner l'importance de l'élevage pastoral sahélien.

Le Cirad et l'Isra publient un atlas du delta du fleuve Sénégal

Depuis plus de 50 ans, la zone du delta connaît une forte croissance de l'agriculture irriguée et des aménagements hydro-agricoles. Ces choix politiques suivent un modèle d'agriculture productiviste qui a pour but le développement économique et la sécurité alimentaire. Ce modèle conduit cependant à des inégalités en matière d'accès à la terre. Disponible sur Agritrop, l'*Atlas d'un territoire en transition. Regards sur le delta du fleuve Sénégal* rassemble plus de cinq années de recherches communes du Cirad et de l'Isra. Jérémy Bourgoïn et Djibril Diop cosignent cet ouvrage. Leur travail met en évidence les grandes tendances de développement qu'aura connu cet espace et s'attarde tout particulièrement sur les enjeux de gestion territoriale.

Les deux auteurs tiennent à signaler que leur travail n'a pas pour but l'exhaustivité, mais qu'il s'agit plutôt d'offrir une nouvelle perspective sur un territoire déjà très étudié.

La vallée du fleuve Sénégal, située au nord-ouest du pays, est une zone où se concentre un grand nombre d'activités agricoles. Stratégique pour le développement et la sécurité alimentaire, la région a toujours été l'objet d'investissements aux retombées politiques et financières importantes. Depuis les années 1960, ce soutien se concentre principalement sur l'agriculture irriguée qui bénéficie d'aménagements et d'accès privilégiés aux ressources foncières et hydriques. Une spécialisation qui n'est pas sans créer certaines formes d'exclusion pour d'autres acteurs du territoire, comme les éleveurs pastoraux, pourtant eux aussi créateurs de richesses.

Face aux tensions liées à l'accès et à l'usage de la terre, qui augmentent avec la spécialisation du territoire, les scientifiques rappellent que le delta était pourtant façonné par sa multifonctionnalité. Sans prôner de retour en arrière, Jérémy Bourgoïn et Djibril Diop soulignent la force d'intégration d'une gestion partagée des ressources.

Cependant, les enjeux environnementaux et économiques ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Les impacts du changement climatique comme ceux de la financiarisation mondiale des terres arables modifient les rapports entre acteurs et appellent à revoir certaines règles ou outils de planification.

Elisabeth Claverie de Saint Martin : « Il nous faut continuer notre engagement sans faille, car sur le terrain, nous changeons vraiment les choses »

Lors de son discours de vœux pour 2024, la PDG du Cirad a réaffirmé sa fierté pour le travail accompli et sa confiance dans notre capacité à relever de nouveaux défis pour l'avenir.

Son bilan pour 2023 :

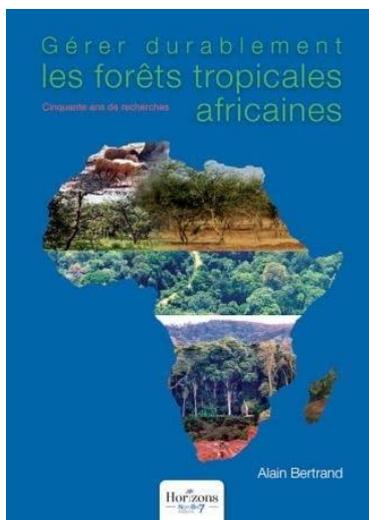
- Maintien d'une production scientifique de qualité et à un niveau satisfaisant tout en conservant une activité contractuelle forte et diversifiée.

- Maintien d'une présence forte auprès de nos partenaires, par l'expatriation essentiellement mais également par des missions tout en minimisant l'impact carbone des déplacements. En dépit d'une situation difficile au Sahel qui a impliqué des missions plus courtes voire des retours pour plusieurs de nos collègues, le niveau d'expatriation a été globalement maintenu.
- Attention renouvelée aux besoins et attentes de tous nos partenaires, en particulier avec les collectivités territoriales d'outre-mer et avec les bailleurs, européens, nationaux et internationaux.
- Modernisation de l'institution, progrès sur les sujets environnementaux et climatiques, modernisation des laboratoires, nouveau système de gestion des ressources humaines... Des résultats salués et reconnus par les ministères de tutelle.
- Signature d'un premier contrat d'objectif, de moyens et de performance avec la région de la Réunion.
- Signature d'accords de siège pour le Cirad au Gabon et au Congo.
- Poursuite des recrutements.

Les perspectives pour 2024 :

- Dans un contexte de conflits multiples et avec les élections européennes, le Cirad doit continuer son engagement sans faille auprès des paysans et des jeunes chercheurs, et les aider à préserver le sol et la biodiversité et donc la sécurité alimentaire de demain.
- Signature d'un contrat d'objectifs pour la période 2024-2026. Ce contrat d'objectifs assure un soutien constant et prévisible de l'Etat autour de priorités scientifiques et géo-partenariales qui ont été négociées et définies conjointement.
- Actualisation de la stratégie scientifique et partenariale : OSSP3.
- Préparation d'une feuille de route pour l'outre-mer.
- Application de la grande réforme de la recherche tout en préservant les intérêts des partenaires et nos spécificités.
- Réflexion sur la redéfinition du modèle économique du Cirad (trouver en interne les moyens pour financer son développement, porter attention à la rentabilité des projets, rester une force de proposition auprès de l'Union européenne, faire attention aux dépenses).
- Célébration du 40^e anniversaire du Cirad : hommage à ce qui a été accompli et réflexion sur le Cirad de demain.

Présentation d'ouvrage par Bernard Mallet



Gérer durablement les forêts tropicales africaines

Alain Bertrand

**Nombre 7 éditions
Collection Horizons**

Avril 2023, 238 p.

L'ouvrage d'Alain Bertrand, *Gérer durablement les forêts tropicales africaines*, est bien plus qu'une autobiographie d'un ingénieur de recherche du monde des forêts et des bois tropicaux.

Cet ouvrage nous fait vivre « de l'intérieur » et via les projets auxquels a pris part l'auteur (ingénieur du CTFT, du Cirad, puis du bureau d'étude Edenia après sa retraite), cinquante années d'évolution des concepts et actions relatifs à la gestion des forêts tropicales.

Il nous montre l'importance cruciale des relations humaines et des partenariats, entre chercheurs du Cirad et autres organismes français publics et privés, avec les collègues des pays du Sud, avec les administrations et les bailleurs de fonds, pour pouvoir concevoir et mener à bien les projets engagés.

De la longue expérience africaine de l'auteur – dans près d'une trentaine de pays, en particulier Gabon, Côte d'Ivoire, Niger, Madagascar, Mali, Maroc... et couvrant les évolutions de ces pays depuis la période des indépendances jusqu'en 2018 – on peut plus particulièrement souligner trois composantes auxquelles il a contribué, et qui ont fait sensiblement évoluer les réflexions et politiques relatives à la « foresterie tropicale » :

- L'importance d'assurer un approvisionnement durable en « bois énergie » (bois, charbon de bois), enjeu toujours d'actualité pour une grande part des populations africaines, rurales et urbaines, dans un contexte de forte démographie et de raréfaction de la ressource ligneuse ;
- La nécessité d'impliquer – réellement – les populations dans la gestion locale des ressources naturelles (en particulier le bois), afin que celle-ci contribue à leur développement social et économique, au-delà des intérêts propres des autres acteurs (administrations, commerçants...) des filières concernées ;
- Le besoin de politiques affirmées et transcrites en lois et décrets, puis de leur mise en œuvre par des administrations et acteurs efficaces et motivés, afin que ces stratégies de gestion durable des ressources naturelles soient effectivement appliquées et menées au service des pays et de leurs populations.

Comme cela ressort de l'ouvrage, Alain Bertrand, chercheur impliqué et engagé, a également eu à cœur la production d'un nombre important d'ouvrages collectifs, communicant et valorisant ainsi les résultats des projets auxquels il a participé.

Au-delà de cinquante années d'évolutions des stratégies forestières africaines, c'est aussi de l'évolution scientifique et partenariale de la recherche française, CTFT et Cirad, à laquelle l'auteur a pris part dans ses fonctions de syndicaliste, mais aussi de l'IRD et des universités, que traite cet ouvrage.

Nouveaux retraités

Sont partis en retraite le 31 juillet 2023

Sylvie Beauclair, assistante en informatique, UMR Amap (Bios), Montpellier Lavalette

Jacqueline Legendry, assistante administrative, DGDRD-Direction régionale Antilles-Guyane, Petit-Morne (Martinique)

Aïdée Amélie Lombard, assistante de laboratoire, UPR Recyclage et risque (Persyst), St Denis-La Bretagne (La Réunion)

Eric Monnet, cadre, DGDRD-Dcaf, Paris Rue Scheffer

Sont partis en retraite le 31 août 2023

Valérie Caruana, assistante administrative, UMR Agap (Bios), Montpellier

Jérôme Gigault, cadre, DGDRD/DSI, Montpellier

Soepe Koese, technicien supérieur, UMR Ecofog (Es), Kourou (Guyane)

Pascal Petronelli, cadre, UMR Ecofog (Es), Kourou (Guyane)

Florence Stoliaroff-Hamai, assistante administrative, UMR Agap (Bios), Montpellier

Jérôme Sainte Beuve, cadre, UPR BioWoob (Persyst), Montpellier Breton

Sont partis en retraite le 30 septembre 2023

Philippe Burdeau, cadre, DGDRD-Dcaf, Montpellier Baillarguet

Benoît Daviron, cadre, UMR Moïsa (Es), Montpellier Breton

Alain Pelage, technicien supérieur, UPR Hortsys (Persyst), Petit Morne

Sylvie Vago, cadre, DGDRS-Dist, Montpellier Lavalette

Est parti en retraite le 16 octobre 2023

Lindon James Yansen, ouvrier agricole, UMR Ecofog (Es), Kourou (Guyane)

Est parti en retraite le 26 octobre 2023

Régis Peltier, cadre, UPR Forêts et sociétés (ES), Montpellier Baillarguet

Sont partis en retraite le 31 octobre 2023

Véronique Betton, cadre, DGDRD-Dcaf, Montpellier Baillarguet

Michel Ducamp, cadre, UMR PHIM (Bios), Montpellier Baillarguet

Jean-Marie Paillat, cadre, UPR Recyclage et risque (Persyst), Angers

Est parti en retraite le 8 novembre 2023

Thierry Lescot, cadre, UPR Geco (Persyst), Montpellier Baillarguet

Sont partis en retraite le 31 décembre 2023

Xavier Bonneau, cadre, UMR ABSys (Persyst), Montpellier Lavalette

André Clément-Demange, cadre, UMR Agap (Bios), Montpellier Lavalette

Thierry Corbineau, cadre, DGDRD, Montpellier Lavalette

Marc Dorel, cadre, UPR Geco (Persyst), Neufchateau (Guadeloupe)

Catherine Duchatel-Jacquet, secrétaire-assistante, DGDRD-DRH, Paris Rue Scheffer

Cécile Fovet-Rabot, cadre, DGDRS-Dist, Montpellier Baillarguet

Christine Hornain, agent administratif supérieur, UMR Astre (Bios), Montpellier Baillarguet

Joseph Gilles Maillot, assistant de terrain, UPR Hortsys (Es), Saint-Pierre-Bassin Plat (La Réunion)

Morgane Joseph M'Balla, assistant de terrain, UMR Agap (Bios), Montpellier Lavalette

Expédit Rivière, assistant de terrain, UMR Selmet (Es), Saint-Pierre Ligne Paradis (La Réunion)

Caroline Roques-Savona, assistante administrative, UMR Agap (Bios), Montpellier Lavalette

Laurence Schmitt, cadre, UPR Geco (Persyst), Montpellier Baillarguet

Elisabeth Subirats, cadre, DGDRD-Ditam, Montpellier Lavalette

NOŒ COLLEGUŒS ET AMI(E)ŒS DISPARU(E)ŒS

Des hommages plus complets sont consultables sur le site internet de l'Adac

Jean-Luc Renard – 26 juillet 2023

Du fait d'une interprétation minimaliste du RGPD par le Cirad, nous ne disposons même pas du CV de Jean-Luc pour lui témoigner toute la reconnaissance que le Cirad lui devrait, en tout bien tout honneur. Inacceptable ! Alors ne vous attendez pas à des dates et des faits précis, seulement une toile d'impressionniste...

Jean-Luc, ingénieur agronome de Paris, commence sa carrière dans les années 60 comme phytopathologiste à l'Orstom (aujourd'hui IRD) d'Adiopodoumé (Côte d'Ivoire). Il travaille sur la fusariose du palmier à huile et est vite apprécié par l'IRHO (Institut de recherche sur les huiles et oléagineux) qui cherche des variétés résistantes à cette maladie fongique qui décime les plantations en Afrique. Il monte alors, de toutes pièces, un laboratoire performant avec des tests d'inoculation en préépinière qui seront brillamment corrélés avec les résultats en plein champ, de nombreuses années plus tard : un travail d'artiste ! Mais cela lui prendra des années avec, à la clé, une renommée mondiale pour les semences de l'IRHO. Un chercheur rigoureux, toujours en pointe.

Après quoi l'IRHO lui demande de diversifier ses recherches sur la pourriture du cœur en Amérique latine, le *Phytophthora* et le *Ganoderma* en Asie du Sud-est, le jaunissement mortel du cocotier au Vanuatu... Et alors il parcourt le monde en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans le Pacifique. Et bien évidemment il a, à son actif, un grand nombre de publications.

« Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage... », sa citation préférée de du Bellay. Missions parfois aventureuses avec la descente de l'Amazonie sur une pirogue, un braquage au Nicaragua, la traversée du détroit de Malaga en jet ski, un tremblement de terre au Vanuatu... Il profitait aussi de ces voyages pour glaner des graines et des petits palmiers, qu'il faisait pousser dans son jardin. C'est ainsi qu'il se sentait à l'aise chez les Fous de palmiers ! Il rapportait toujours à ses enfants des souvenirs, des poupées en costumes indonésien ou brésilien, un coco fesse des Seychelles, des papillons colorés en bois, des T-shirts décorés de perroquets.

Il prend des responsabilités dans les années 90 en devenant directeur du Cirad CP (Cultures pérennes – café, cacao, hévéa, palmier à huile, cocotier), fonction qu'il exercera avec talent, professionnalisme, très attentionné envers les autres, et travailleur infatigable. N'avait-t-il pas été auparavant aussi délégué du Cirad en Asie et Pacifique Sud ?

A la retraite, au début des années 2000, il cultivera ses palmiers ornementaux en plus de ses fruitiers, légumes et fleurs, dans le Gard et à Saint-Ay (Loiret) dans la maison de famille tout en voyageant avec sa femme Marianne, Suisse et botaniste, en Italie, Chine, Turquie, Maroc, Syrie, Ouzbékistan, Iran, Cambodge... et même en Suisse, destination ô combien exotique !

Jean-Luc s'est éteint le 26 juillet 2023 à l'âge de 83 ans. Une vie bien remplie : bravo !

Merci Jean-Luc d'avoir existé, comme on dit dans le Valais !

Bertrand Tailliez

Michel Beugnon – 26 août 2023

Notre collègue Michel Beugnon est décédé à Pessac près de Bordeaux dans sa 90^e année.

Michel est né le 7 novembre 1933 à Thouars (Deux-Sèvres) de parents instituteurs. En 1957, il est titulaire du diplôme de l'Ecole supérieure d'agriculture de Tunis.

En 1959, à l'issue de son service militaire en Algérie, il est recruté par l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (Ifac) et affecté à la station centrale de l'institut à Foulaya, en Guinée, en qualité d'agronome.

De 1959 à 1961, ses travaux portent principalement sur l'amélioration des systèmes de culture du bananier en réponse à la demande des planteurs de bananiers de Guinée.

De 1961 à 1966, il est affecté à la station Ifac d'Azaguié en Côte d'Ivoire, et ses recherches se concentrent sur la fertilisation, les carences minérales du bananier et plus généralement les processus d'intensification de la culture dans les conditions de sols variés de Côte d'Ivoire.

De 1966 à 1969, il est affecté à la station d'Ekona au Cameroun occidental anglophone. Il est chargé de recherche sur les bananiers. En liaison avec la station Irfa de Nyombé au Cameroun oriental il gère de multiples essais au champ (périmètres de Lyssoka et Tiko) portant sur les systèmes de culture et la lutte contre les charançons. Par ailleurs, avec le concours de Jean-Pierre Gaillard, il met en place un premier processus de diversification fruitière à différentes altitudes.

De 1969 à 1974, il est nommé directeur et agronome de la station de recherche de l'Ivoloina, près de Tamatave, à Madagascar. Il participe à la direction de la station et gère aussi un périmètre de production de bananes dont l'objectif est l'adaptation aux conditions malgaches de la côte est de l'île des acquis agronomiques ivoiriens et camerounais. L'éloignement des marchés d'exportation l'ont conduit à revisiter les points de coupe et températures des fruits durant le transport.

De 1974 à 1978, de retour en Côte d'Ivoire, il est détaché comme conseiller auprès de la Cofruitel. Dans cette importante coopérative, il dirige le service phytosanitaire et procède à la modernisation des stations de conditionnement des bananes d'exportation.

De 1978 à 1979, il est chargé de mettre en place un projet de développement de la culture du bananier en milieu paysan en Casamance (Sénégal) financé par le FED. Les remontées de sel dans les bolons et la gestion des besoins en eau constituaient les principaux facteurs limitants à cette culture destinée au marché domestique.

De 1979 à 1983, deuxième retour en Côte d'Ivoire pour diriger la station d'Azaguié.

De 1983 à 1990, il est directeur du dispositif du département Irfa en Martinique (Moutte et Rivière-Lézarde).

De 1990 à 1992, il termine sa carrière à Montpellier avant de prendre sa retraite anticipée dans le cadre du fonds national de l'emploi (FNE).

Michel Beugnon est l'archétype de l'agronome généraliste de terrain, trait d'union entre les chercheurs thématiques, les techniciens des organisations professionnelles et les planteurs de bananiers. Dans cet espace, il a principalement publié des fiches techniques et notes de recommandations, appréciées des utilisateurs, et quelques articles dans la revue *Fruits*.

Michel Corbasson – 12 octobre 2023

Michel Corbasson est décédé à l'âge de 96 ans. Il était Iggref (Ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts).

Il a exercé en Nouvelle-Calédonie de 1954 à 1973, d'abord au Service des eaux et forêts qu'il a dirigé, puis à l'antenne du Centre technique forestier tropical (CTFT), créée en 1967.

Il est à l'origine de la création à Nouméa du parc forestier nommé Michel Corbasson et qui est à la fois réserve botanique, arboretum et parc zoologique. Témoin de sa présence en Nouvelle-Calédonie, un pin, l'Ouaoué (*Araucaria laubenfelsii* Corbasson, 1968) et une fougère portent également son nom.

La suite de sa carrière s'est déroulée au CTFT, à Nogent-sur-Marne, au sein de la division du matériel végétal chargée des opérations de reboisement et de plantation. Son expertise a couvert toute la chaîne allant de l'appui aux pratiques locales au lancement de pratiques nouvelles, depuis la récolte dans les aires d'origine, la gestion des banques de graines, la comparaison des provenances, l'amélioration génétique, jusqu'à la production de masse pour les plantations industrielles (voir sa liste de publication sur Agritrop).

Tous les améliorateurs et généticiens forestiers ont alors travaillé avec lui. Quelques-uns sont encore en activité au Cirad.

Il a été secrétaire du syndicat des ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer jusqu'à la dissolution de ce dernier en 2000.

Il était chevalier de l'Ordre du Mérite agricole, de l'Ordre du Mérite et de la Légion d'honneur.

Joël le Bourdellès – 19 octobre 2023

Notre collègue Joël le Bourdellès est décédé à St Grégoire (Ille-et-Vilaine) à l'âge de 95 ans.

Il est né le 8 novembre 1928 à Lyon au sein d'une fratrie de trois enfants.

En 1952, il sort de l'Ecole nationale supérieure d'horticulture de Versailles (ENSH) avec le diplôme d'ingénieur horticole.

De 1952 à 1954, il est recruté par la mission des terres australes françaises pour mettre en place aux îles Kerguelen dans l'Antarctique un dispositif de recherche-développement sur la production d'arbres nains et de légumes sous abris destinés à alimenter l'équipe des 18 membres de la mission.

De 1955 à 1956, il fait son service militaire au 2^e régiment de dragons à Saumur et en Algérie.

De 1956 à 1967, il est recruté par l'Institut des fruits et agrumes coloniaux en qualité d'agronome chercheur sur les fruits tropicaux. Il exerce ses activités en Guinée (station de Foulaya), en Equateur (station de Pichilingue), en Guyane (station de Montsinéry) et en Guadeloupe (station de Neufchâteau). Son principal domaine de recherche portait sur les systèmes de culture du bananier et secondairement des agrumes et autres fruitiers.

De 1967 à 1984, il est recruté par la société de mise en valeur de la Corse (Somivac) en qualité de chef de la division expérimentation. Il est responsable de deux sites expérimentaux dont la station de Migliacciaro dans la plaine orientale de l'île. Les travaux de recherches portent sur les agrumes (notamment le clémentinier), l'olivier et les plantes fourragères. Outre la recherche de systèmes de culture adaptés aux caractéristiques de la région, Joël a concentré son expertise sur les besoins en eau du clémentinier et de l'olivier et sur les différentes techniques d'irrigation. Par ailleurs, pour tirer le meilleur profit des terres à mettre en valeur par un choix judicieux des variétés et porte-greffes, il a fait dresser des cartes pédologiques très détaillées de la plaine orientale. Les recherches conduites par la Somivac étaient construites en partenariat étroit avec les chercheurs (Cassin, Vogel) de la station Inra-Irfa de San Giuliano.

De 1984 à 1989, il est recruté par la FAO en qualité de consultant-expert sur l'olivier et fait des séjours de longue durée en Chine.

Parti en retraite en 1989, il poursuit jusqu'en 1996 ses missions de consultant FAO notamment en Iran.

Retiré en Bretagne sur son parc bocager du Fourneau, Joël reste très actif en aidant son fils pépiniériste, mais surtout en valorisant son expérience au service de sa passion pour la protection de l'environnement et de la biodiversité.

Joël le Bourdellès restera dans la mémoire de la communauté scientifique et des anciens du Cirad un exemple de l'ingénieur-chercheur soucieux de l'utilité finale de ses recherches appliquées et du partage de ses savoirs accumulés au cours de sa carrière internationale diversifiée.

Serge Volper – 20 novembre 2023

Nous apprenons avec beaucoup d'émotion la disparition de notre ancien collègue Serge Volper, décédé aux Pays-Bas, à l'âge de 73 ans.

Serge Volper était une personne particulièrement attachante dont le souvenir a marqué celles et ceux qui l'ont côtoyé. Employé toute sa vie professionnelle au Cirad, sa carrière, très originale, a été à l'image de sa riche personnalité, celle d'un homme d'une grande curiosité, aimant partager ses connaissances, passionné et rigoureux. Diplômé en 1973 de l'Institut supérieur technique d'outre-mer du Havre (Istom, actuelle Ecole supérieure d'agro-développement international), Serge a commencé à travailler pour l'Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières en 1974 au Mali, où il était volontaire du service national. Deux ans après, il a été recruté et a débuté une carrière d'« agronome phytotechnicien » comme il aimait se définir, d'abord en expatriation pendant

plus de vingt ans, puis en réalisant depuis Nogent-sur-Marne des missions d'appui en République centrafricaine et au Vietnam.

Pendant cette première partie de vie professionnelle, sa mission consistait, selon lui, à « mettre au point de nouvelles techniques permettant l'amélioration des rendements et des temps de travaux. » Il a exercé son expertise en matière de cultures irriguées et de production semencière dans des cultures vivrières (riz, maïs, canne à sucre, sorgho, manioc), parfois en rotation avec une culture industrielle comme le coton. Ses nombreuses affectations lui ont permis de séjourner dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ainsi qu'en Guyane et à Madagascar. Une de ses plus grandes fiertés était la création et la gestion de la station de recherche agronomique d'altitude de Gakuta (2 350 m), au Rwanda sur la crête Zaire-Nil.

La deuxième partie de sa carrière a débuté au milieu des années 2000 à la Délégation à l'information scientifique et technique (actuelle DiscO) et s'est poursuivie jusqu'à sa retraite en 2018. Affecté dans un service d'appui comme responsable de la bibliothèque historique du Cirad à Nogent, une nouvelle vie commençait pour lui au cours de laquelle il a mis ses compétences d'agronome au service du fonds patrimonial de la bibliothèque qu'il a remarquablement valorisé.

Ingénieur précis, il a inventorié un grand nombre de ressources comme les plaques de verre, maintenant numérisées, et retissé le fil de l'histoire du fonds documentaire de l'Institut national d'agronomie coloniale puis d'outre-mer en utilisant les anciens registres, toujours très précieux. Pour la Dist et l'ensemble de l'établissement, il a grandement contribué à la coopération avec la Bibliothèque nationale de France (BnF), d'abord avec l'alimentation de la bibliothèque numérique Gallica puis la création de celle du Cirad sur l'histoire de l'agronomie tropicale et méditerranéenne, [NumBA](#).

Sur le site de Nogent, Serge Volper était une véritable figure. Il a contribué à mieux faire connaître l'histoire complexe de l'actuel Jardin d'agronomie tropicale de Paris, dont il était un fin connaisseur, par des publications, des interventions et en collaborant à la réalisation de documents audiovisuels. Auteur de l'ouvrage *Une histoire des plantes coloniales : du cacao à la vanille* paru en 2011, il avait accepté de libérer ses droits d'auteur pour permettre, grâce à un financement de la Dist, sa consultation libre dans NumBA.

Il était membre correspondant de [l'Académie des sciences d'outre-mer qui lui a rendu hommage](#).

Jean-Louis Jacob – 8 décembre 2023

Nous venons d'apprendre avec tristesse le décès de notre collègue Jean-Louis Jacob à l'âge de 84 ans.

Jean-Louis Jacob a été recruté à l'Irca en 1967 alors qu'il finalisait sa thèse d'Etat sur la physiologie enzymatique du tissu laticifère de l'hévéa. Il a alors occupé un poste de biochimiste et physiologiste au laboratoire de la rue Scheffer à Paris. Il a rejoint Montpellier dès l'ouverture du centre Gerdat en 1975 et fut ensuite sans discontinuer le chef du laboratoire de physiologie de l'hévéa à Lavalette. Ses recherches étaient étroitement liées à celles sur le fonctionnement du système laticifère de l'hévéa dans les essais de physiologie-exploitation en champ qui étaient poursuivies au centre Irca de Bimbresso en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Jean-Louis participait plus largement au pilotage des recherches de l'Irca, notamment lors de la mission annuelle commune qu'il réalisait à Bimbresso avec Jean d'Auzac, ancien chercheur de l'Irci au Vietnam, professeur à l'Université de Montpellier et président du Conseil scientifique et technique du caoutchouc, et avec Paul Gener, directeur agronomique de l'Irca. Ses nombreuses missions l'emmenaient dans tous les pays où l'avenir du caoutchouc naturel se préparait : en Thaïlande, au Vietnam, en Chine, au Cameroun, au Gabon, et même à Akron aux USA, la capitale américaine du caoutchouc. Ses recherches en enzymologie l'ont conduit, avec une équipe élargie par la collaboration avec l'IRD, à bâtir un modèle conceptuel du fonctionnement du tissu laticifère de l'hévéa, perçu comme un compartiment semi-autonome de cet arbre, et à élaborer le diagnostic latex actuel (DL) pour un suivi de l'état physiologique des parcelles saignées, permettant d'ajuster l'intensité d'exploitation et de respecter l'équilibre métabolique des arbres. Reprenant les travaux existants, il a contribué à la clarification de la compréhension du syndrome de l'encoche sèche, en distinguant sa forme simple réversible, sans signe extérieur apparent, et sa forme quasi irréversible ou *brown bast*. Tous ces travaux ont participé à l'approche « française » de l'utilisation de la stimulation éthylénique comme outil compensatoire de la réduction de fréquence de saignée, afin d'améliorer la productivité du travail sur les plantations, et cette méthode a ensuite été rapidement adoptée par les plantations en Afrique puis en Asie. Parmi ses très nombreuses publications, on retient principalement l'ouvrage collectif *Physiology of rubber tree latex* publié par CRC Press, en 1989, dont il fut l'éditeur avec Jean d'Auzac et Hervé Chrestin (Orstom). En 1995, il rendait compte plus largement de ces recherches à la communauté scientifique dans un article du journal *La Recherche* : « *Une usine à caoutchouc naturel : l'hévéa.* »

A partir de 1990, il s'est ouvert à une nouvelle discipline, la physiologie moléculaire appliquée à l'hévéa participant au lancement du premier projet de coopération du Cirad avec la Thaïlande dans ce domaine. Sous sa direction bienveillante et chaleureuse, de nombreux étudiants et chercheurs se sont formés dans son laboratoire. Le passage au laboratoire de collègues étrangers a parfois généré de forts sentiments d'amitié. Au sein de l'IRRDB (International Rubber Research and Development Board), Jean-Louis fut *Liaison Officer* du groupe de physiologie, et à ce titre animateur scientifique de ce groupe. Peu avant son départ en retraite, en 1999, il prit le relais de Jean d'Auzac comme conseiller scientifique de l'Institut français du caoutchouc.

Ses collègues gardent le souvenir de sa passion pour son métier, de son honnêteté intellectuelle, de son attention aux autres, de l'amitié qu'il leur portait, de son sourire et même de ses éclats de rire. Jean-Louis était officier de l'ordre national du Mérite.

Après son départ en retraite, Jean-Louis s'était lancé dans l'aquarelle, et quand il repassait au Cirad pour s'inviter au fameux café, il montrait ses œuvres. On l'interroge un jour sur ses progrès et il répond : J'ai arrêté ..., car je me suis rendu compte que pour faire de l'aquarelle, il faut du talent ! Un propos à l'image de sa modestie naturelle.

Dominique Friot – 15 décembre 2023

C'est avec une grande émotion que nous avons appris le décès de Dominique Friot des suites d'une longue maladie. Né le 11 mai 1945, il avait 78 ans.

Dominique Friot est arrivé comme coopérant au Sénégal au début des années 70 en tant qu'ingénieur chimiste. Il y est resté de nombreuses années, à travailler en nutrition animale avec les équipes de l'Isra et de l'EMVT, puis du département EMVT du Cirad. Son activité, d'abord centrée sur l'alimentation au Laboratoire national d'élevage et de recherches vétérinaires (Isra-LNERV) de Dakar-Hann l'a aussi entraîné dans des missions en camion-laboratoire au Ferlo et dans les autres régions.

Grâce à ses qualités de curiosité, d'assiduité, de discrétion et de dévouement, il a participé à l'insertion de l'alimentation animale tropicale dans des démarches de diagnostic et de compréhension de la diversité des aliments. Il a aussi abordé l'étude des conséquences de cette diversité sur les performances animales et sur les systèmes alimentaires des ruminants. Travaillant sur des milieux pastoraux et agricoles, il a contribué à intégrer le volet environnemental de l'analyse des aliments, volet qui constitue aujourd'hui un élément central des débats sur l'impact environnemental des élevages. Curieux de tout, Dominique Friot a initié et mis en œuvre le passage des grands cahiers de laboratoire à des outils de suivi numériques, en lien avec les équipes de Maisons Alfort, puis de Montpellier. Au laboratoire de Baillarguet, où il a terminé sa carrière en 2009, il a contribué à la mise en place des analyses par spectrométrie proche infrarouge (Spir). Son expérience l'a aussi conduit à participer à plusieurs enseignements.

Toujours très disponible, il était notamment très investi avec les étudiants étrangers du DESS « Productions Animales » porté par le Cirad. Dominique était aussi très attentif aux jeunes collègues et aux partenaires de passage à Montpellier. Son engagement sur le terrain et au service de nombreux projets en partenariat a été vivement apprécié, comme en témoignent la variété des publications depuis 1971 dont il est coauteur, et les nombreux messages de reconnaissance enfouis dans les archives.

Le Sénégal avait reconnu les nombreuses qualités de Dominique Friot en le décorant en 1995 de l'ordre national du Lion, à l'issue de son long séjour à l'Isra. C'est cette reconnaissance que nous partageons aujourd'hui avec l'ensemble de ceux qui l'ont connu.

Dominique Mariau – 26 décembre 2023

C'est avec une grande tristesse que nous venons d'apprendre le décès de Dominique Mariau à l'âge de 87 ans. Entomologiste palmier-cocotier, il s'est beaucoup intéressé à la lutte intégrée et à la lutte biologique, ses très nombreuses publications, qui sont signalées dans la base Agritrop, en sont la preuve.

Catherine Pannetier – 8 janvier 2024

C'est avec émotion que nous apprenons le décès de notre collègue et amie, Catherine Pannetier à la suite d'une maladie neurodégénérative.

Au cours de ses études universitaires, Catherine a obtenu un DEA d'Amélioration des plantes à l'Université d'Orsay. Ses compétences acquises en culture in vitro ont été valorisées pour étudier la multiplication végétative in vitro de l'ananas en liaison avec l'Irfa.

En 1977, Catherine Pannetier a été engagée par l'IRHO et affectée à l'équipe mixte de recherche (Orstom-IRHO) sur la multiplication végétative in vitro du palmier à huile par embryogenèse somatique. Puis elle a pu établir les bases d'un protocole performant de clonage du palmier à huile in vitro combinant un fort taux de multiplication et un faible risque d'obtention de variants somaclonaux. Catherine a largement contribué au développement du clonage du palmier à huile à l'échelle industrielle en Afrique, en Asie du Sud-Est et en France via Tropiclone, filiale du Cirad.

Catherine a dirigé l'équipe mixte IRD-Cirad de culture in-vitro des Palmacées oléagineuses (palmier à huile, cocotier). Cheffe d'équipe, elle était très appréciée de ses collaborateurs pour sa grande rigueur scientifique, sa franchise, son sens de l'écoute, sa bienveillance ainsi que ses qualités humaines et son dévouement au collectif.

A partir de 1988, Catherine Pannetier a rejoint l'IRCT et a été affectée à Versailles, dans le laboratoire d'Yves Chupeau (INRA) pour travailler sur la mise au point de la régénération par embryogenèse somatique et la transformation génétique du cotonnier. Elle a produit les premières plantes transgéniques au Cirad, des cotonniers porteurs de transgènes de résistance aux insectes ravageurs, codant pour des protéines entomopathogènes de *Bacillus thuringiensis* (Bt) ou des inhibiteurs de protéases végétaux. Ces travaux ont abouti à la mise en place, sur le site de Lavalette, du premier essai au champ autorisé par la commission du génie biomoléculaire. En parallèle, Catherine s'est engagée dans l'évaluation des risques associés à la culture de cotonniers transgéniques.

Dans ses dernières années à Versailles, ses travaux ont porté sur la tolérance à la sécheresse du cotonnier. Catherine a pris sa retraite en 2015.

Hugues Tézenas du Montcel – 14 janvier 2024

Notre collègue Hugues Tézenas du Montcel nous a quittés le 14 janvier 2024 à l'âge de 75 ans.

Hugues est né en 1948 à Rabat. Avant de faire ses études secondaires au lycée Carnot à Paris, il a participé avec une équipe de scouts à la construction d'une école au centre de la Mauritanie. Après ses études supérieures à Paris Sud (licence de chimie biologique) ses premières activités de recherche en 1971 portent sur la génétique des cotonniers à l'IRCT, sur la station de Bébedja au Tchad.

Fin 1973, il est recruté par l'Irfa en qualité d'agronome et affecté au centre de recherche d'Ekona au Cameroun en remplacement de Bernard Aubert. Sous la direction de Jean Champion, chef du programme « bananiers », et l'appui local de Philippe Melin, ses activités de recherche en agronomie du bananier s'orientent rapidement sur la sélection du bananier plantain dont le fruit constitue la base de l'alimentation des populations ouest-africaines. Après 10 ans passés au Cameroun, il est affecté à la station de Neufchâteau en Guadeloupe pour poursuivre ses activités de généticien sélectionneur des bananiers (banane dessert) sans oublier sa passion pour les bananes à cuire. Durant son séjour antillais il a été particulièrement actif au sein de l'association pour la coopération des

recherches bananières aux Antilles et en Amérique tropicale (Acorbat). Il quitte la Guadeloupe en 1989 pour rejoindre à Montpellier l'International Network For The Improvement Of Bananas And Plantains (INIBAP) dirigée par le professeur Edmond de Langhe. Dans cette structure internationale, il occupe la fonction de « germplasm research coordinator ». En relation étroite avec les chercheurs du programme « bananes » du département Fihor du Cirad et de l'université de Leuven, Hugues devient un expert reconnu de la taxonomie des bananiers. Il a notamment créé un outil de détermination des bananiers (MUSAID) accessible sur le site Web MGIS, Musa germplasm information system.

En 1993, il devient chef du programme Bananiers et plantains du Cirad-Fihor en remplacement de Jacky Ganry. Il exercera cette fonction de direction, d'animation scientifique et de relations avec le monde professionnel de la filière jusqu'en 1999. Après de nombreuses missions de prospection en Asie dans les pays d'origine de bananiers, il rejoint l'équipe du Cirad en Martinique dirigée par Philippe Melin pour procéder à l'évaluation des nouveaux hybrides de bananiers créés en Guadeloupe. Sa carrière scientifique s'arrête aux Antilles, elle est riche de nombreuses publications et d'un ouvrage qui fait date, *Le bananier plantain*, aux éditions Maisonneuve et Larose. En 2002, Hugues quittera le Cirad pour acquérir et gérer avec talent une exploitation agricole (vigne et céréales) dans le Lubéron. Il laisse le souvenir d'un homme de convictions, combatif, au caractère trempé, joyeux et plein d'enthousiasme dont sa grande famille peut s'honorer.